

/// JOUR APRÈS JOUR DU MERCREDI 24 AOÛT 2011

## Plan anti-déficits

# > LE «COUP DE COM'» SUR LA TAXATION DES PLUS RICHES

**L'appel de seize très grosses fortunes du pays à une «contribution exceptionnelle» assises sur les hauts revenus ne fait que devancer les annonces gouvernementales attendues ce mercredi soir. Pour FO, «c'est peanuts!».**



«Nous, présidents ou dirigeants d'entreprises, hommes ou femmes d'affaires, financiers, professionnels ou citoyens fortunés, souhaitons l'instauration d'une "contribution exceptionnelle" qui toucherait les contribuables français les plus favorisés. Cette contribution serait calculée dans des proportions raisonnables, dans le souci d'éviter les effets économiques indésirables tels que la fuite des capitaux ou l'accroissement de l'évasion fiscale». Lancé mardi soir par le magazine Le Nouvel Observateur, l'appel «Taxez-nous!» signé par seize très grosses fortunes du pays n'a rien d'un cri du cœur!

Le principe d'une taxation exceptionnelle sur les revenus «ultra-riches» est en fait acquis depuis le printemps lorsque le gouvernement s'était engagé à taxer les rémunérations «extravagantes» de certains grands patrons avec l'objectif de faire taire les critiques dans l'opinion publique en temps de crise. Le futur plan anti-déficits que le Premier ministre, François Fillon, doit dévoiler ce 24 août n'en sera donc que le prolongement. Il ne reste qu'à savoir où sera placé le curseur. Selon la presse économique, le gouvernement devrait reprendre la proposition du rapporteur du budget et député de la majorité présidentielle, Gilles Carrez, qui a suggéré d'instituer une taxe de 1 à 2% pour les revenus au-delà d'un million d'euros par an. Et quid de la proposition de son homologue et président de la commission des affaires sociales, Pierre Méhaignerie, qui visait les revenus à hauteur de 150.000 à 200.000 euros?

Comme l'a souligné mercredi matin sur France 2, le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, cet appel montre que les grands patrons et gros actionnaires ont juste bien compris que s'ils ne faisaient rien, ils allaient être critiqués et, donc, «ils n'ont fait que prendre les devants». Mais «c'est quand même peanuts», a-t-il fait remarquer, avant d'ajouter: «il vaudrait mieux qu'ils acceptent de réviser leur mode de rémunération». Pour lui, il vaudrait mieux aussi «qu'on fasse une vraie réforme fiscale» afin que l'impôt sur le revenu redevienne réellement progressif. À cet égard, un récent rapport du Conseil des prélèvements obligatoires (Cour des comptes) a critiqué sévèrement le fait que l'impôt sur le revenu soit devenu si «dégressif» pour les quelques milliers de contribuables les plus aisés.